Méditerranée et développement durable

Les notes du Plan Bleu
N°2 - Février 2003
Spécial 3e Forum Mondial de l'Eau, Kyoto.

Mieux Gérer les Demandes en Eau pour dépasser les situations de crise en Méditerranée

PNUE PAM plan bleu

Des scénarios aux choix stratégiques

Les contraintes du climat ont conduit les méditerranéens à apprendre à aménager et à gérer les eaux depuis les temps les plus anciens. Le paysage partout en témoigne et suscite une légitime admiration. Cependant la croissance démographique et les transformations sociales et économiques ont créé au 20ème siècle une situation nouvelle. Dans un environnement dégradé, l'eau, ressource rare, est menacée et est devenue un facteur limitant majeur du développement.

Pour faire face à une montée des problèmes qui paraît inéluctable, les méditerranéens doivent apprendre à mieux gérer à long terme les demandes en eau pour tous les secteurs économiques.

Au sein de la Commission Méditerranéenne du Développement Durable (CMDD), comme lors du Forum de Fiuggi en octobre 2002, les pays et les acteurs du secteur de l'eau réfléchissent et évaluent les meilleurs moyens d'éviter les crises locales d'approvisionnement en eau.

Le recours accru aux ressources non conventionnelles (dessalement, réutilisation des eaux usées) ou aux transferts d'eau à longue distance, incontournables en certains lieux mais très coûteux, ne répondra, en effet, que très partiellement à l'accroissement de la demande en eau.

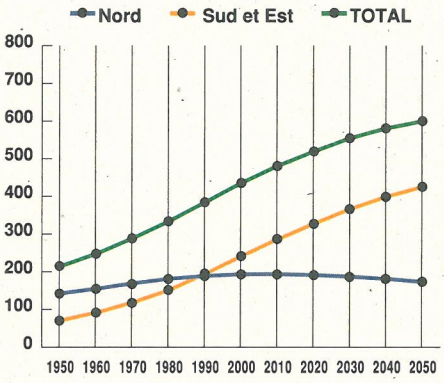
Donner la priorité à une meilleure gestion des demandes en eau sera l'expression d'un véritable projet de société pour un développement durable en Méditerranée.

Face à la nécessité d'améliorer fortement la qualité des services d'approvisionnement pour des populations pauvres qui en restent encore dépourvues, optimiser l'utilisation des ressources disponibles devient impératif: la gestion des demandes en eau est un domaine de mieux en mieux connu et une voie stratégique de plus en plus expérimentée. Plusieurs expériences nationales ou locales le montrent. Mais il convient de bien concevoir, adapter et évaluer les meilleures combinaisons possibles d'outils de gestion des demandes en eau en fonction de chaque contexte. Les marges de progrès et les contraintes doivent être bien cernées. Les actions porteuses de leçons décrites ici représentent une voie d'avenir prometteuse pour la Méditerranée.

Michel Batisse
Président du Plan Bleu

LA MÉDITERRANÉE : DES ÉCARTS NORD-SUD REPRÉSENTATIFS DES DÉSÉQUILIBRES MONDIAUX ET UNE SITUATION CRITIQUE SUR L'EAU

La population : un facteur déterminant de la demande en eau



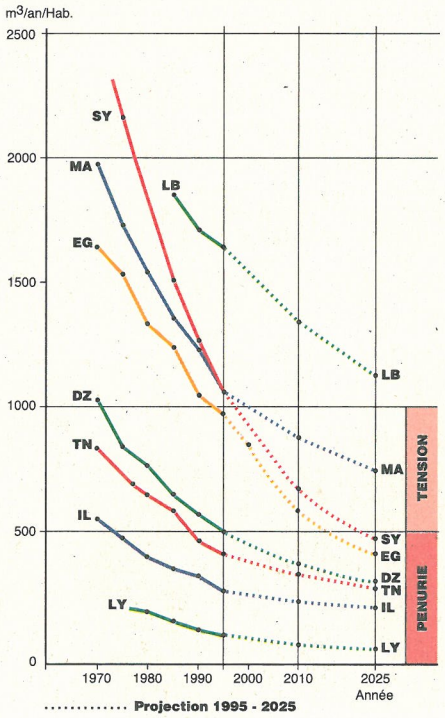
Malgré le tassement actuel du taux de fécondité, la population méditerranéenne aura presque triplé en un siècle, du fait de l'accroissement démographique au Sud et à l'Est.

Une population jeune et en forte croissance au Sud et à l'Est contraste avec une population vieillissante qui stagne au Nord alors que les mouvements migratoires persistent entre les rives de la Méditerranée.

Ruraux et urbains : une demande en eau différenciée

De nombreux pays du Sud et de l'Est sont encore très ruraux. 26 % des actifs Tunisiens, 35 % des Egyptiens et 48 % des Turcs vivent de l'agriculture pluviale et l'eau d'irrigation est pour eux une ressource économique vitale. L'exode rural génère aussi une demande urbaine accrue dans les quartiers périphériques des grandes villes.

Au Sud, une population économiquement pauvre et en pénurie d'eau



L'écart de PIB/habitant varie de 1 à 30 entre le pays le plus riche et le pays le plus pauvre de la Méditerranée. La part des 5 pays de l'Union européenne est d'environ 90 % du PIB total des pays méditerranéens.

La Méditerranée représente à elle seule 60% de la population mondiale "pauvre en eau" (moins de 1000 m³/hab/an), soit 162 millions d'habitants, majoritairement répartis au Sud et à l'Est, alors qu'elle ne compte que 8% (soit 450 millions d'habitants) de la population mondiale.

Malgré cela, la mer Méditerranée rapproche les méditerranéens plus qu'elle ne les sépare. Elle a été et reste un lieu naturel de rencontres et d'échanges. Les pays méditerranéens de l'Union européenne sont les principaux partenaires commerciaux des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée.

Des ressources en eau toujours aussi contraignantes

Les apports naturels sont très inégalement répartis entre les pays (72 % au Nord, 23 % à l'Est et seulement 5 % au Sud) et entre les groupes de populations, notamment du point de vue agricole. Certains pays ou territoires (Syrie, Israël, Territoires palestiniens, Egypte, …) sont en forte situation de dépendance vis-à-vis d'autres pays situés plus en amont (bassins versants partagés).

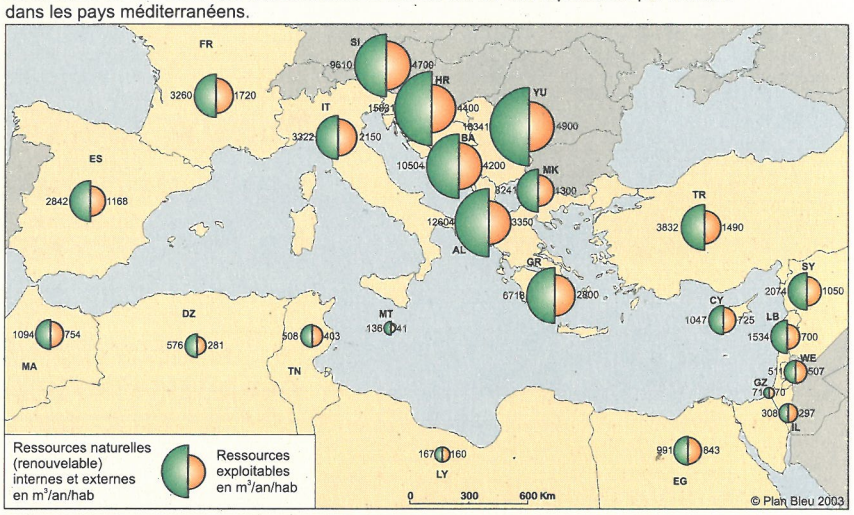
L'EAU EN MÉDITERRANÉE : TENDANCES OBSERVÉES DANS UNE ÉCORÉGION TYPIQUE

Un climat contraignant mais un espace aménagé de tout temps

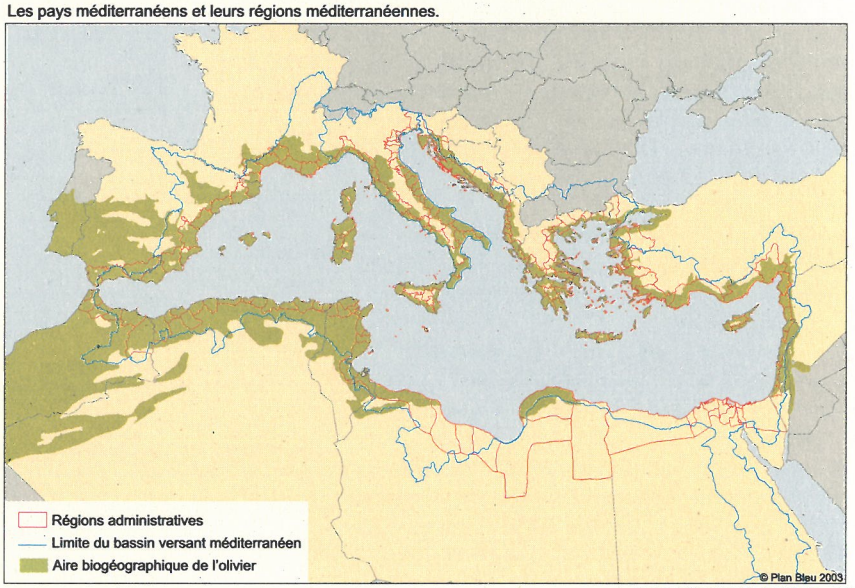
La Méditerranée est une région bioclimatique caractérisée par de fortes sécheresses estivales. Ces 20 dernières années, la plupart des pays ont connu des sécheresses pluriannuelles mémorables. Les précipitations sont irrégulières et souvent violentes. Les crues méditerranéennes provoquent fréquemment des inondations catastrophiques. Les pluies sont aussi une cause majeure d'érosion des sols.

Face à ces contraintes, les sociétés locales et les gouvernements ont depuis toujours œuvré à aménager et gérer les eaux et les sols. En témoignent les savoir-faire ancestraux des paysanneries comme les grands aménagements hydrauliques urbains antiques. Durant les deux derniers siècles, de grands travaux de drainage et d'irrigation ont permis de transformer de nombreuses plaines marécageuses en terres à haut rendement.

Ressources en eau naturelles renouvelables et ressources en eau exploitables par habitant dans les pays méditerranéens.



Les pays méditerranéens et leurs régions méditerranéennes.

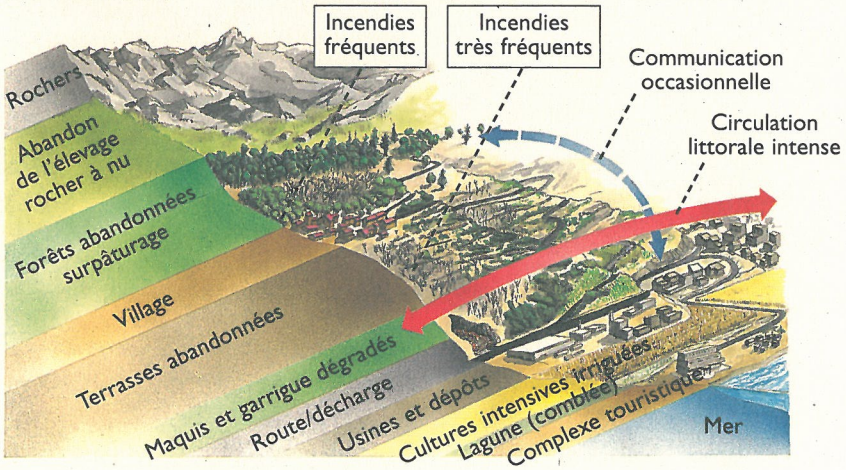


Source : Gaussen & De Philippis - FAO

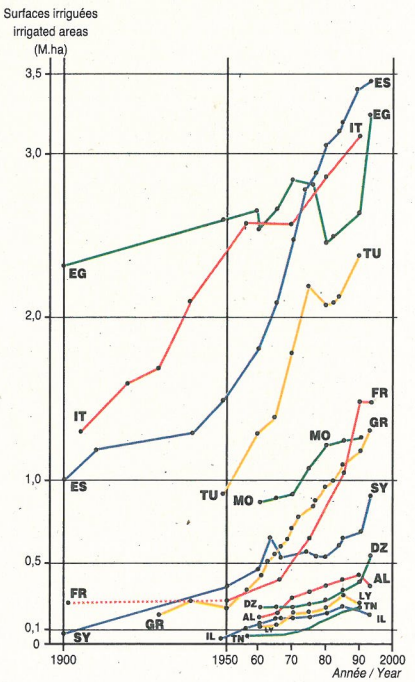
Les déséquilibres territoriaux du 20ème siècle

La population et les activités économiques ont tendance à se concentrer sur le littoral. Une urbanisation accélérée et non maîtrisée, et une compétition accrue entre les activités pour les sols et l'eau ont conduit à dégrader des paysages et écosystèmes côtiers particulièrement précieux et fragiles. Les nappes côtières sont surexploitées alors que l'arrière pays est souvent abandonné et dégradé faute d'entretien. La demande en eau s'exprime fortement sur le littoral et dans les îles (tourisme).

Mieux intégrer développement et environnement apparaît comme une nécessité impérative en Méditerranée.



Des demandes sectorielles en eau inégales mais fortes et croissantes

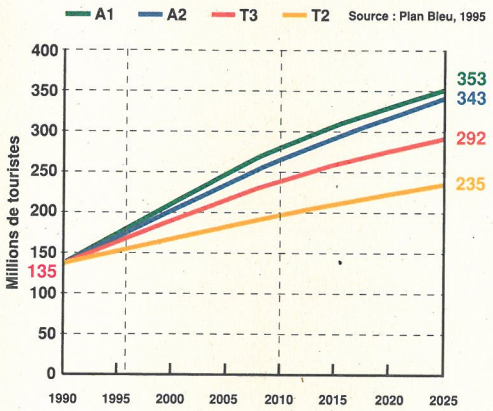


Un volume annuel de 300 km³ d'eau est aujourd'hui mobilisé dans l'ensemble de la région. Cette "demande" en eau (consommation + pertes d'adduction et de distribution) a doublé en un siècle et augmenté de 60 % au cours des 25 dernières années. Elle reste inégalement répartie (de 100 à plus de 1000 m³/hab./an) selon les pays.

La principale cause d'accroissement de la demande totale est l'irrigation qui représente 82 % du total des demandes au Sud.

La croissance démographique et l'urbanisation sont le 2ème facteur de cette évolution : les villes côtières de plus de 10 000 habitants regrouperont près de 80 millions d'habitants à horizon 2025 (contre 43 en 1995). L'alimentation en eau potable et l'assainissement pour ces populations mobiliseront des besoins nouveaux en eau et vont mobiliser des investissements considérable de desserte et de traitement des eaux . Plusieurs expériences montrent que l'amélioration des services (lutte contre les fuites, connaissance des abonnés, tarifications adaptées,...) permettent de dégager d'importants gisements d'eau au profit de nouveaux abonnés.

Scénarios d'évolution du tourisme en Méditerranée



Le tourisme au développement très rapide (la Méditerranée est la première destination mondiale) amplifie beaucoup les demandes estivales en eau potable dans les zones côtières.

Des impacts déjà considérables

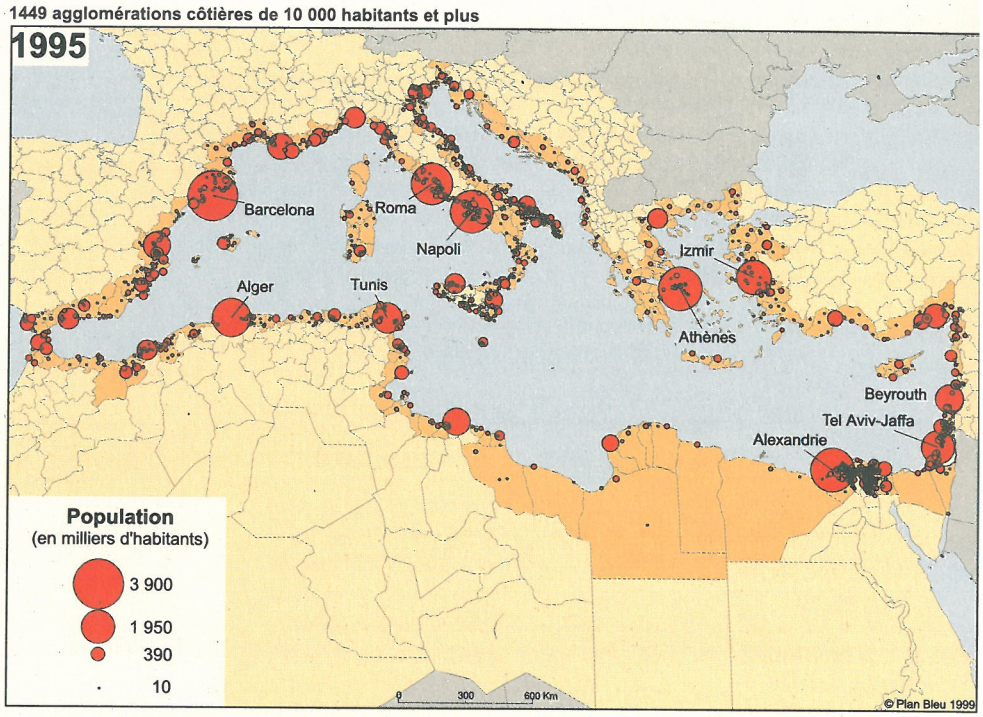
Des eaux déjà très exploitées

Les prélèvements dépassent déjà 50 % des ressources en eau naturelles renouvelables (qui de loin ne sont pas toutes "exploitables") dans des pays comme la Jordanie, Malte, la Tunisie et le versant méditerranéen de l'Espagne et 90 % en Egypte et Israël. L'indice d'exploitation va au-delà de 400 % en Libye, pays qui ne dispose que de ressources fossiles non renouvelables. Ces moyennes cachent en fait des situations locales extrêmement tendues.

Une situation non durable

La surexploitation des nappes par des exploitants multiples, non solidaires et à court terme et le recours accru à des ressources fossiles expliquent l'ampleur élevée de l'indice de production d'eau non durable en Méditerranée. Le comblement des retenues hydrauliques généré par l'érosion est une autre cause de non durabilité avec des pertes annuelles de capacité utile pouvant atteindre 2 à 3 % au Maghreb. (soit une perte de la moitié des capacités en 50 ans).

1449 agglomérations côtières de 10 000 habitants et plus



Source : Géopolis 1999

Des impacts multiples sur l'environnement, la société et l'économie

Les surexploitations d'aquifères littoraux ont déjà provoqué de nombreuses invasions d'eaux salées quasi irréversibles. Plus de la moitié (90 % en certains endroits) des zones humides méditerranéennes ont disparu avec d'énormes impacts sur les écosystèmes.

Les conflits d'usages et d'intérêts entre l'amont et l'aval, les villes et l'agriculture, le court et le long terme, ont tendance à s'aggraver. Le coût de la gestion des ressources en eau s'accroît (protection de l'hygiène des populations, assainissement des villes et lutte contre les pollutions). Les ressources en eau ne permettent plus d'assurer la sécurité alimentaire de la région malgré une croissance soutenue de la demande céréalière. Ainsi la région Sud et Est dépend à 33 % du marché international et on peut estimer à 40 km³ le transfert annuel d'eau virtuelle lié à ces importations.

LES RÉPONSES : VERS UN CHANGEMENT STRATÉGIQUE MAJEUR ?

Des politiques avec une approche par l'offre encore trop dominante

Dans la plupart des documents de planification nationaux, l'approche par l'offre reste dominante :

- projection des demandes généralement sommaire et surestimée
- prise en compte accessoire ou absente des objectifs environnementaux
- réévaluation à la hausse des parts jugées exploitables des ressources naturelles
- gestion des demandes peu développée
- accentuation non sans "acharnement hydraulique" de la mobilisation des ressources naturelles renouvelables ou non renouvelables
- amplification des transferts d'eau inter-régionaux
- recours accru aux ressources non conventionnelles

Malgré des coûts de production élevés, le recours aux ressources non conventionnelles est déjà important dans certains pays, par exemple en Egypte (où la réutilisation d'eau de drainage dépasserait déjà 12 km³/an), en Israël (où 65 % des eaux usées urbaines sont déjà traitées et réutilisées) ou à Malte (où plus de la moitié des approvisionnements est assurée par le dessalement d'eau de mer).

A la recherche de stratégies de développement durable via la GDE

Le scénario tendanciel de "la Méditerranée de l'eau en crise" doit nous faire réagir

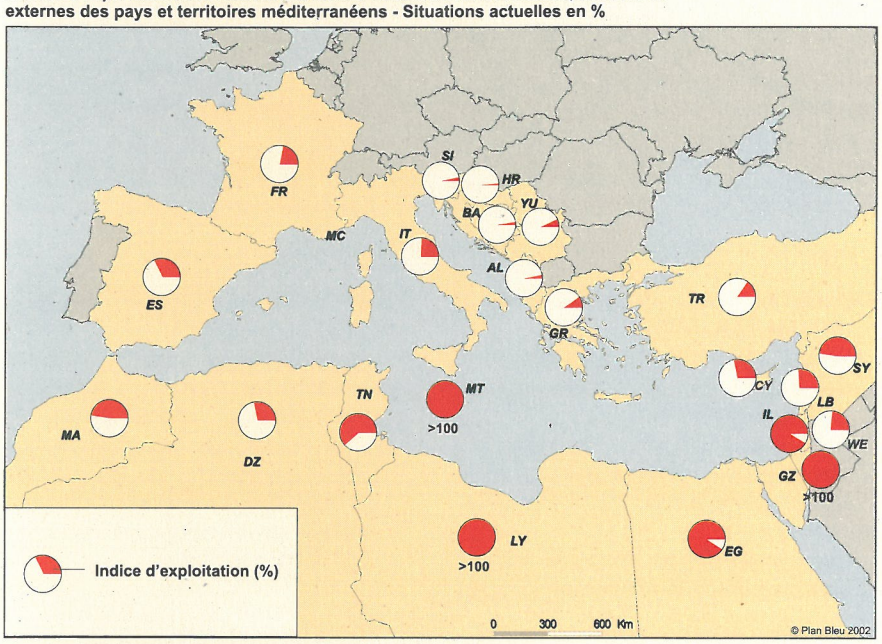
Ce scénario basé sur la mobilisation de l'eau conventionnelle ne semble pas réaliste. Il appelle à réagir plus vigoureusement dans le cadre des politiques de l'eau. L'approche par l'offre dominante (poursuite des tendances actuelles) conduit à un accroissement de la demande de plus de 55 % d'ici à 2025. Dans ce scénario, la part relative de l'irrigation diminue malgré l'extension des surfaces irriguées et le recours aux productions d'eau non conventionnelles (dessalement, réutilisation) couvre 5 à 10 % des demandes en 2025. Les efforts actuels de gestion de la demande ne sont prioritaires que dans les situations critiques.

Avec ce scénario tendanciel, les demandes en eau en 2025 dépassent les ressources naturelles renouvelables (indice >100 % dans 8 pays et 50 % de ces ressources dans 3 autres).
Grâce à la croissance économique et à des investissements publics considérables (400 milliards d'euros pour la seule eau potable et l'assainissement), ce scénario permet de différer la crise (ruptures ressources/demandes) mais maintient et accroît des processus de développement non durable au prix d'instabilités environnementales et sociales croissantes et de coûts accrus pour les générations futures. Dans sa version pessimiste (accroissement des écarts Nord/Sud, faible croissance économique, absence de coopération régionale) il conduit à une situation de crise.

Définition de la Gestion de la Demande en Eau (GDE)

Lors du Forum du Fiuggi, il est apparu nécessaire de mieux préciser le concept de "GDE", ce qui a conduit le Plan Bleu à établir la proposition de définition suivante : Si la demande en eau consiste en la somme des utilisations et des pertes (water use en anglais), la GDE consiste en l'ensemble des interventions et systèmes d'organisation que les sociétés et leurs gouvernements peuvent mettre en œuvre pour accroître les efficiences techniques, sociales, économiques, institutionnelles et environnementales dans la gestion de l'eau. Complémentaire aux politiques de l'offre (barrages, pompages, transferts à longue distance, adductions et dessalement), la GDE vise par conséquent à réduire les pertes physiques et économiques, et à mieux satisfaire, ce à moindre coût externe, les demandes sociales, économiques et environnementales (en quantité et en qualité) des générations actuelles et futures. Sa mise en œuvre s'appuie sur une panoplie d'outils (outils économiques, techniques, institutionnels, de mobilisation des acteurs) qu'il convient d'adapter à chaque situation. Les politiques de GDE visent donc à intensifier les utilisations de l'eau , à optimiser les usages de l'eau, à apporter plus de produits ou de services, plus de valeur et finalement plus de développement durable pour chaque m³ d'eau reçu (pluies), prélevé (pompage, barrage) ou produit à partir des eaux salées ou saumâtres (dessalement). La réutilisation des eaux usées traitées est à la frontière de l'offre et de la demande. La GDE implique d'assumer des coûts spécifiques d'équipements ou d'actions.

Indices d'exploitation des ressources en eau naturelles renouvelables, internes et externes des pays et territoires méditerranéens - Situations actuelles en %



Les orientations de la Commission Méditerranéenne du Développement Durable

Pour éviter de telles évolutions, le Plan Bleu a tenté de chiffrer les quantités d'eau qu'une gestion plus économe des utilisations pourrait permettre. La réduction de moitié des quantités d'eau prélevées et perdues représenterait environ 70,4 km³, soit 4/5 des ressources à mobiliser pour couvrir les demandes en eau supplémentaires projetées à l'horizon 2010.

Gains théoriques escomptables grâce à des mesures d'économie d'eau

Sous-régions du bassin Méditerranéen	Collectivités	Industries	Agriculture / Irrigations		Total et % par sous-région	
	taux de pertes ramenés à 15%, fuites usagers à 10%	recyclage généralisé à 50%	pertes de transport ramenées à 10%	efficience portée partout à 80%	Total	%
Nord	4,4	9,5	13,3	2,4	29,7	42,15%
Est	1,8	2,2	4,1	8,1	16,2	22,96%
Sud	2,5	4,1	6,5	11,4	24,6	34,89%
Total	8,8	15,9	23,9	21,9	70,4	100,0%

Les recommandations de la CMDD sont d'intégrer effectivement la gestion des demandes en eau dans les stratégies nationales de l'eau, les politiques de développement et les politiques de l'environnement. Ceci nécessite notamment de se donner des objectifs quantifiés de régulation de la demande en se fixant des horizons de temps :

- développer chez l'ensemble des acteurs, la prise de conscience de l'importance des pertes et responsabiliser les usagers
- améliorer la connaissance et l'évaluation
- entreprendre des opérations concrètes de régulation des demandes
- favoriser la coopération entre les groupes de pays

Le scénario alternatif de "la Méditerranée de l'eau durable"

L'objectif d'un tel scénario est d'éviter tout risque de rupture d'équilibre offre/demande en eau tout en stabilisant les pressions sur le milieu naturel à un niveau acceptable et en tenant compte des enjeux sociaux et économiques.
Ceci nécessite de conjuguer étroitement la gestion des ressources et la gestion des demandes en eau pour stabiliser ces dernières grâce notamment à : la réduction des pertes, une meilleure efficience des usages et des arbitrages dans l'allocation des ressources (réduction des parts allouées à l'irrigation…).
Avec ce scénario d'anticipation, résolument optimiste, les demandes en 2025 passeraient à 327 km³ au lieu de 463 km³ pour le scénario tendanciel aggravé.

C'est donc un scénario de rupture de tendance qui suppose de fortes volontés et une nouvelle "culture" de l'eau ainsi que des politiques de l'eau renouvelées. Celui-ci passe notamment par l'adoption d'indicateurs de performance et de conditionnalités environnementales et sociales avec la définition d'objectifs quantifiés, une nouvelle répartition des rôles entre public et privé, un changement des comportements avec une certaine décentralisation de la gestion et une participation accrue des acteurs à la gestion, le recours à des outils techniques (compteurs, lutte contre les fuites, formations et conseils aux usagers…) ou économiques (intégration dans le prix de l'eau de certaines externalités, subventions ciblées, système de tarifications tenant compte des contraintes sociales ou de signaux à donner aux gros consommateurs,…).

Face à un volume de crédits disponibles forcément

limités ne vaut-t-il pas mieux parler de l'opportunité d'une réorientation des investissements de la création de ressources vers une extension (inéluctable) et une amélioration de la gestion des services (cf exemple du Maroc).

Avec ce scénario, seulement deux pays (Libye, Jordanie) et les territoires palestiniens dépassent un indice d'exploitation de 100 % en 2025, au lieu de huit pays dans le scénario tendanciel aggravé.

Le principe étant de limiter les pressions sur les eaux naturelles de surface ou souterraines à un niveau maximal acceptable pour la nature, ce scénario suppose notamment une réduction des pertes, l'accroissement des efficiences et des révisions dans l'allocation des ressources en eau, mais aussi, lorsque c'est strictement nécessaire et justifié, un recours accru aux ressources non conventionnelles ou aux transferts d'eau. Il invite surtout à des adaptations structurelles des politiques du développement agricole et rural en Méditerranée qui, tout en recherchant une meilleure efficience de l'irrigation, doivent apprendre à mieux prendre en compte les enjeux environnementaux et sociaux.

EXPÉRIENCES PROMETTEUSES DE GDE EN MÉDITERRANNÉE

Dans l'espace méditerranéen, les avancées de la GDE se matérialisent au travers d'un processus combiné d'expérimentations locales et nationales, présentées au forum de Fiuggi organisé par le Plan Bleu en 2002, très itératif mais riche en promesses.

➢ Maroc : Approvisionnement en eau potable de l'agglomération urbaine de Rabat-Casablanca en région côtière. Direction Générale de l'Hydraulique, Rabat.
➢ Espagne : Gestion de la demande en eau dans le haut basin du fleuve Guadiana, CEDEX Madrid.
Tunisie : La stratégie nationale de l'économie d'eau en irrigation : le cas de la Tunisie, Direction Générale du Génie Rural, Tunis.
➢ France : Contrat de nappe de l'Astien : aquifère patrimonial dans le SDAGE Rhône-Méditerranée-Corse. Vers une politique de gestion globale. Syndicat Mixte d'Etudes et de Travaux de l'Astien, Béziers.
➢ Chypre : Libéralisation des échanges et politique de l'eau pour l'irrigation à Chypre. Water Development Department. Nicosie.
➢ Malte : Gestion de la demande en eau mettant l'accent sur le contrôle et la réduction des pertes à l'échelle nationale. Water Service Corporation.
➢ Turquie : Actions de gestion participative de l'irrigation en Turquie: panorama national en Turquie et études de cas locales dans la région de Antalya. Université d'Istanbul et State Hydraulics Works (DSI) Ankara.
➢ Egypte : L'amélioration et la modernisation de l'irrigation comme mesure intégrée de gestion de la demande en eau en Egypte. Nile water sector, MWRI, Le Caire.
➢ Jordanie : Optimisation de l'irrigation dans un site pilote dans la partie nord de la vallée du Jourdain. MREA-Jordan Valley Authority.

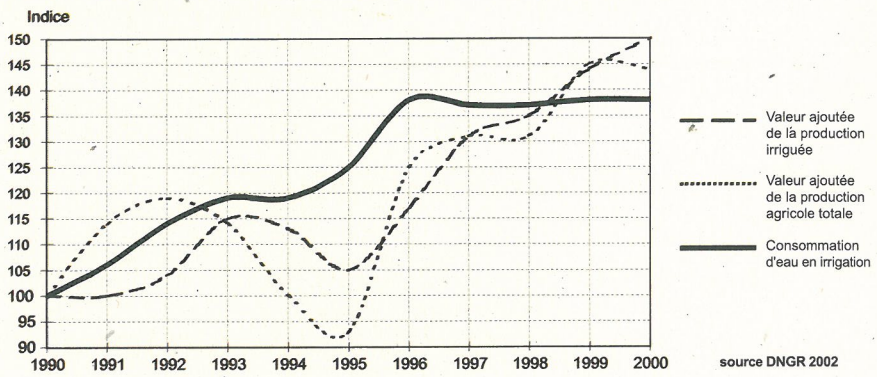
Les principales expériences réussies peuvent être consultées sur le site du ToolBox du GWP www.gwpforum.org

Une multiplication d'expériences et des résultats encourageants

La stratégie d'économie de l'eau d'irrigation en Tunisie

La Tunisie s'est engagée précocement dans une politique d'économie d'eau tant pour les besoins urbains qu'agricoles. Elle répondait ainsi à la rareté physique de ses ressources en eau. Le résultat essentiel en est une stabilisation à l'échelle nationale de la demande en eau d'irrigation depuis plus de six années malgré l'importance et le développement de son secteur agricole irrigué, de besoins saisonniers de pointe et de circonstances climatiques défavorables (sécheresses). Ceci a permis la sécurisation des besoins du secteur touristique, source de devises, et des villes, source de paix sociale.

Evolution de la consommation d'eau et de la valeur ajoutée dans le secteur de l'irrigation en Tunisie.



source DNGR 2002

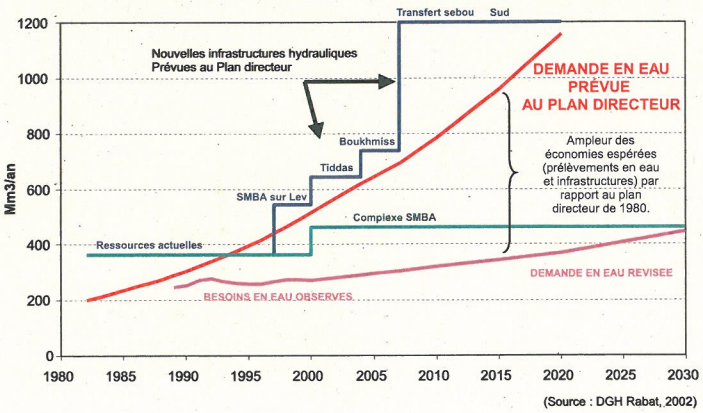
Les principes fondateurs de la stratégie tunisienne de GDE sont :

- passer de mesures techniques isolées à une approche intégrée
- démarche participative et responsabilisatrice des usagers (960 GIC* créés sur 60% de la surface irriguée publique)
- progressivité des différentes réformes, adaptation aux contextes locaux, implication des usagers et promotion de leur auto-organisation
- systèmes d'incitations financières pour la promotion d'équipements et de technologies économes en eau (subvention de 60% à l'achat d'équipement)
- soutien du revenu des agriculteurs permettant l'anticipation et sécurisant l'investissement et le travail agricoles
- système de tarification alliant transparence et souplesse, articulé avec les objectifs nationaux de sécurité alimentaire et qui a permis un rattrapage progressif du recouvrement des coûts.

La gestion de la demande en eau urbaine : une priorité en pays semi-aride

L'agglomération de Rabat-Casablanca au Maroc voit la croissance de sa demande en eau fortement ralentie depuis 12 ans, malgré sa forte et croissante urbanisation. Les mesures de réhabilitation et de recherche des fuites sur réseaux, l'instauration d'une tarification progressive responsabilisant les consommateurs, y compris les usagers publics et avec des clauses sociales de pauvreté, mais avec un comptage systématique de la fourniture d'eau, et une forte sensibilisation des usagers aux économies d'eau ont permis un tel résultat. Un cadre institutionnel approprié associant des partenaires privés aux autorités publiques et locales dans le cadre de la "gestion déléguée du service de l'eau" mais appuyé sur une charte inter-communale engageante a été établi pour cela. Des investissements coûteux (barrages, canaux de transfert) et difficiles à financer sans endettement supplémentaire ont été différés. Ils peuvent se révéler superflus à terme si l'effort est poursuivi.

Prévisions du Plan Directeur de 1980 pour l'agglomération Rabat-Casablanca (Maroc) (demande en eau et infrastructures) et demande en eau révisée suite à l'amélioration de la gestion de l'eau.



(Source : DGH Rabat, 2002)

* GIC : Groupement d'Intérêt Collectif

La prise en compte de la demande de la nature : une opération bénéficiaire pour tous

La région du haut-bassin du fleuve Guadiana en Espagne connaît une remontée de la nappe alluviale et une réhabilitation des sources malgré le fort développement de l'irrigation. L'établissement de nouvelles règles de pompages sur forages comprenant diverses mesures de protection, d'alerte, de sanctions effectives, d'autorisations, ...assorties pour les irrigants de compensations pour pertes de revenus et d'incitations financières pour l'utilisation de technologies économes en eau ou la mise en place de cultures de substitution moins consommatrices d'eau ont permis cette évolution.

Ces mesures agri-environnementales ont contribué à la faisabilité d'un plan de régénération de nappe sauvant ainsi un parc naturel, atout touristique de la région.

De multiples combinaisons d'outils possibles en faveur de la GDE

Si la mise en place de la GDE nécessite un cadre institutionnel et légal approprié pour être pleinement opérante, elle peut néanmoins s'appuyer sur de multiples outils. Les trois dimensions à privilégier sont la mobilisation des acteurs, les outils économiques et les outils institutionnels, principales "boîtes noires" de la GDE, en raison de leur caractère central dans les processus de prise de décision et de concertation et de leur rôle d'arbitrage entre usages et usagers.

L'information et la sensibilisation déclinés au travers d'objectifs précis et bien ciblés permettent de remporter l'adhésion des décideurs et acteurs à la GDE comme l'expérience de nombreuses villes méditerranéennes l'a montré.

La tarification de l'eau, voire les quotas, en tant qu'outils économiques principaux, doivent être judicieusement articulés avec des systèmes d'incitations financières ou fiscales et des cadres réglementaires actualisés et adaptés.

Des espaces d'élaboration de compromis entre types d'usagers doivent être créés aux niveaux d'échelle appropriés : ils produiront les règles, normes et références de demain, si utiles à l'évaluation des progrès de la GDE.

Des contraintes et limites à dépasser

Les difficultés de mise en œuvre de la GDE ne doivent pas être sous-estimées. Les acteurs concernés sont multiples et, dans l'ensemble, peu sensibilisés, formés et responsabilisés.

Une politique de gestion de la demande passe par un changement profond des politiques et pratiques (modes de gestion, de consommation et de production). L'enjeu est de réussir à associer aux approches classiques de type "hardware" mettant l'accent sur le technique et les infrastructures (hydraulique, dessalement), des approches de type "software" (l'art d'agir avec l'ensemble des acteurs pour rechercher la meilleure valorisation possible de chaque m³ d'eau, sans oublier les demandes de la nature).

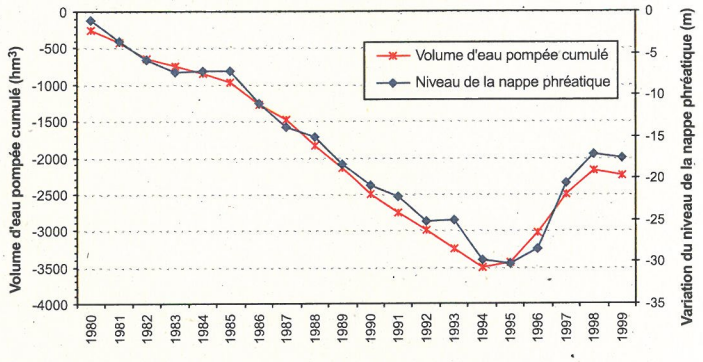
Renforcer les capacités des acteurs et des institutions, échanger les expériences, simplifier les démarches et procédures, inculquer une culture de la GDE, construire des compromis locaux où chacun y gagne sont des axes concrets pour dépasser ces difficultés.
La généralisation de stratégies adaptées de GDE restera un des grands chantiers du début de ce 21ème siècle pour le développemnet durable en Méditerranée.

Des outils de facilitation pour renforcer les synergies
Un effort important de coopération régionale

La prise en compte de l'eau par le PAM / Plan Bleu

Dès 1979 est créé au sein du PAM le centre d'activités régionales du Plan Bleu. Celui-ci est chargé d'appeler l'attention des décideurs sur les problèmes communs à surmonter et de leur donner des informations leur permettant de conduire un développement socio-économique sans entraîner de dégradation de l'environnement. Dès l'origine, les travaux prospectifs du Plan Bleu font une large place à la question de l'eau.

Évolution des prélèvements et de la nappe phréatique de la Mancha Occidental. Source : Commission Européenne (2000) (Informations par CEDEX).



Suite aux travaux méditerranéens et à la Conférence de Rio, les Etats riverains et la Communauté européenne décident la création en 1996 de la Commission Méditerranéenne du Développement Durable (CMDD), avec pour objectif de proposer des stratégies de développement durable à l'échelle régionale. La "gestion de la demande en eau" est retenue comme premier thème prioritaire, ce qui permet d'aboutir, dès fin 1997 à Tunis, à l'adoption par les Etats de recommandations dont les premières avancées ont été évaluées à Fiuggi en 2002 afin de renforcer le processus.

Le partenariat Euro-Méditerranéen et l'eau

L'eau figure également comme thème prioritaire du partenariat euro-méditerranéen lancé en 1995 à Barcelone. Les conférences euro-méditerranéennes de Marseille (1996) et de Turin (1999) ont défini un plan d'action. Un système euro-méditerranéen d'échange sur les savoir-faire dans le domaine de l'eau (SEMIDE) est mis en place en 1999. Le programme euro-méditerranéen MEDA-Eau est lancé en 2003 autour de la "Gestion locale de l'eau" principal terrain d'application de la GDE.

Des réseaux de compétence

L'eau fait l'objet de nombreuses coopérations bilatérales ou régionales en Méditerranée. Le Global Water Partnership - Méditerranée réunit désormais douze réseaux ou institutions dont le Plan Bleu qui a élaboré la "Vision méditerranéenne sur l'eau au 21ème siècle" .

Le Plan Bleu est un centre régional d'activités du Plan d'Action pour la Méditerranée (Convention de Barcelone) créé en 1975 et placé sous l'égide du Programme des Nations Unies pour l'Environnement. Les actions du Plan Bleu sur l'eau sont focalisées sur les politiques de l'eau, les indicateurs de développement durable, les publications d'information environnementales, l'échange d'expérience entre pays, la production de données statistiques et la gestion de bases de données. Le Plan Bleu est le principal centre support de la Commission Méditerranéenne de Développement Durable afin d'appuyer l'élaboration de stratégies régionales en Méditerranée.

Plan Bleu, 15 av. L.Van Beethoven, 06560 Valbonne, France.
Tél : +33 (0)4 92 38 71 30 - Fax : +33 (0)4 92 38 71 31 - Courriel : planbleu@planbleu.org

Principales publications : certaines peuvent être téléchargées sur le site web.
www.planbleu.org

- "Le Plan Bleu :Avenirs du Bassin méditerranéen", Michel Grenon et Michel Batisse, Paris 1989, Economica.
- "L'Eau dans le Bassin méditerranéen. Situation et perspectives", Fascicule n° 6 du Plan Bleu, Jean Margat et al., Economica. Réédition actualisée, 2003.
- "L'Eau en région méditerranéenne. Situations, perspectives et stratégies pour une gestion durable de la ressource", Plan Bleu, 1997 (document pour la Conférence euro-méditerranéen sur la gestion locale de l'eau – Marseille, 25-26 novembre 1996).
- "La Vision méditerranéenne sur l'eau, la population et l'environnement au 21ème siècle", Plan Bleu – Medtac, 1999 (document pour le Forum mondial de La Haye, Global Water Partnership – Conseil Mondial de l'Eau).
- "130 indicateurs pour le développement durable en Méditerranée", Plan Bleu, 2000.
- "Ressources en eau et utilisations dans les pays méditerranéens : repères et statistiques", Jean Margat et Domitille Vallée, Plan Bleu, 1999.

ToolBox
Integrated Water Resources Management

Édité avec le soutien financier de Global Water Partnership
Dir. Publ. Guillaume Benoit
Directeur du Plan Bleu

Global Water Partnership
MED